

Département de Sociologie.
Module : Histoire du Mouvement National Algérien.
Niveau : M1, Sociologie de la communication.
Cours conçu par : Pr Ouatmani Settar,
assuré par M. Hammamouche.

Le courant assimilationniste (1919 – 1939)

1 – L’émir Khaled

Petit fils de l’émir Abdelkader, l’émir Khaled s’engagea dans l’armée française jusqu’à sa mise en retraite en 1919 avec le grade de capitaine. Son installation à Alger coïncida avec l’adoption par le parlement français des réformes de février 1919 (l’égalité fiscale entre Musulmans et Européens et plus de représentation pour toutes les Assemblées de l’Algérie pour les autochtones) en éliminant la proposition la plus importante (représentation musulmane au parlement et au Sénat) à cause du refus des colons.

L’ascension de l’émir Khaled sur la scène politique algéroise devient visible à la suite de sa victoire aux élections municipales de décembre 1919 où sa liste a raflé 940 voix contre 340 pour Benthami, tête de liste de la frange la plus majoritaire des Jeunes Algériens. Élu conseiller d’Alger, conseiller général et délégué financier de la même ville, il mena une campagne pour défendre un programme de réformes en particulier à travers le journal *Al Ikdam*. Il se différencia de l’autre camp représentatif de l’élite sur la question religieuse. S’il accepte la naturalisation c’est à condition du respect du statut personnel. Il revendiqua en outre la fin des pouvoirs disciplinaires qu’exerçaient les administrateurs des communes mixtes, le rattachement pur et simple des trois départements algériens à la France, la représentation musulmane au parlement, l’égalité totale devant la loi. En 1919, il se déplaça en France avec une délégation pour remettre aux Américains une pétition adressée au président américain, document dans lequel il demanda « *l’envoi de délégués choisis librement par nous pour décider de notre sort futur, sous l’égide de la Société des nations.* » Quelques années après, il profita de la visite du président Millerand en Algérie pour s’adresser directement à lui et lui demander en vain l’octroi d’une représentation au parlement pour les Musulmans d’Algérie. En 1923, sous la pression des colons qui craignaient pour leurs intérêts, il est exilé en Égypte puis en Syrie où il mourut en 1936.

2 –La Fédération des musulmans algériens élus

Les assimilationnistes qui activaient après la guerre mondiale sans une structure quelconque créèrent leur mouvement politique, en l'occurrence la fédération des musulmans algériens élus, le 11 septembre 1927 sous la direction de Benthami. Leur journal At-Takaddoum reprenait à chaque fois leurs revendications. Partisans de l'assimilation, ces élus demandaient « *La représentation des Algériens au parlement français, l'égalité entre Algériens et Français pendant la période du service militaire, l'égalité des salaires et des indemnités de travail, abolition du code de l'indigénat, l'application des lois sociales françaises à l'Algérie...* »

Au cours des années trente, Ben Djelloul s'intronisa à la tête du mouvement et devint une figure emblématique du courant assimilationniste. Né en 1894 dans les Aurès, il étudia au lycée de Constantine, puis à l'université d'Alger. Il est diplômé en médecine en 1924. Son mouvement qu'il présidait était à l'époque, confronté à deux événements qui ont occupé les devants de la scène politique à savoir le projet Blum-Violette et le Congrès musulman.

L'origine du projet Blum-Violette remonte aux propositions du sénateur Maurice Violette d'octroyer la nationalité française à des milliers de musulmans sélectionnés avec le respect du statut personnel musulman. Après l'élection de Blum à la tête du gouvernement français en 1936, il désigna Violette comme ministre et lui confia la mission de préparer un projet pour concrétiser les idées qu'il a déjà avancées dans le passé. Ce projet qui porta désormais le nom de Blum-Violette réitère la nécessité de permettre à des milliers d'Algériens d'accéder à la nationalité française avec respect du statut personnel. Le projet précise les catégories d'autochtones qui pouvaient bénéficier de cette loi, à savoir par exemple « *des anciens officiers ou sous-officiers ayant plus de 15 ans de service, les soldats décorés de la Médaille militaire ou de la croix de guerre, les diplômés de l'enseignement secondaire et supérieur, les caïds et les anciens aghas, bachaghas, caïds, les élus indigènes, délégués financiers, conseillers municipaux et conseils généraux et chefs des djemaa, etc.* »

Les assimilationnistes soutinrent de toute leur force la démarche du gouvernement mais se heurtèrent au lobby des colons qui remportèrent le dernier combat. Le projet est définitivement abandonné en 1938 après sa non-adoption par le parlement.

II - Le mouvement indépendantiste (1926 -1939)

1-Naissance et évolution de l'ENA

La création de l'Étoile nord-africaine remonte à mars 1926. Des divergences demeurent sur son origine. Selon des sources policières, ce parti est créé par Hadj Ali Abdelkader, militant communiste, par suite de la décision de la commission coloniale du PCF de donner à chaque pays colonisé son propre mouvement ; les communistes avancent pour leur part le rôle de Hadj Ali Abdelkader et de Hassen Issaâd, militants de la CGTU, dans la mise en place de l'ENA. Enfin, des nationalistes du PPA insistent sur le rôle de l'émir Khaled qui fut désigné, selon leurs dires, premier président d'honneur de l'ENA. Hadj Ali Abdelkader semble être le véritable président de ce parti à ses débuts avant de céder le pouvoir à Messali Hadj en juin 1926, tandis que le Tunisien Chadly Khairallah est intronisé comme président d'honneur.

L'ENA est structurée au sein de l'émigration algérienne en France. Elle comptait 4000 militants en 1928. Sa propagande est reliée par ses propres journaux à savoir l'Ikdam (mensuel bilingue) interdit de diffusion dès le 1er février 1927, puis remplacé par l'Ikdam nord-africain et enfin Al-Oumma, organe lancé en 1930. Le 20 novembre 1929, à la veille des fêtes du centenaire, l'ENA est déclarée dissoute pour « *propagande portant atteinte à l'intégrité du territoire algérien* ». En 1933, le parti renaît de ses cendres avec une nouvelle appellation Glorieuse Étoile nord-africaine. Messali et ses amis sont autorisés à activer librement par décision d'un tribunal correctionnel de la Seine de Paris. Après un séjour en Suisse chez Chakib Arselan, il rentra à Paris et apporta son appui à la coalition du Front populaire. Déçu par le gouvernement Blum, il le critiqua ouvertement et finit par payer chèrement ses choix politiques. Le 27 janvier 1937, sur proposition du gouverneur général Le Beau, l'ENA fut dissoute.

2- Le programme de l'ENA

À ses débuts, l'ENA est un parti purement nord-africain qui défendait les intérêts des peuples de tout le Maghreb. Messali le rendit une organisation algérienne. Le programme de l'ENA est exposé pour la 1^{ère} fois par Messali le 25 février 1927 lors du Congrès anti-impérialiste de Bruxelles. Il demanda dans l'immédiat la suppression du code de l'indigénat, le remplacement des délégations financières par un parlement élu au suffrage universel,

l'abolition des communes mixtes et des territoires militaires et la mise en place d'assemblées municipales élues par un vote populaire. Dans son volet politique, le programme revendique entre autres « *l'indépendance de l'Algérie, le retrait total des troupes d'occupation* » la « *constitution d'une armée nationale, d'un gouvernement national révolutionnaire, d'une assemblée constituante élue au suffrage universel...* »

3 – Le rapport avec le PCF

L'Étoile nord-africaine a bénéficié largement du soutien du PCF notamment du point de vue politique et logistique. Conscient de ses propres divergences avec le PCF sur la question nationale algérienne, Messali prit ses distances vis-à-vis de ce parti. Lors du Congrès de reconstitution de l'ENA en 1933, la double appartenance est interdite. À l'époque, Messali multiplia les déclarations contre les communistes : « *Les Algériens veulent l'indépendance de leur pays, non une tutelle communiste et le communisme fait plus de tort que de bien à la cause indigène.* » « *Nous avons abandonné le communisme de mort pour le nationalisme de vie* ». En 1936, Messali donna un nœud catégorique à la proposition du PCF de mobiliser des immigrés algériens pour leur participation à la Guerre d'Espagne aux côtés des Républicains. La rupture fut désormais totale entre les deux partis.

II – Le PPA (1937 - 1939)

Le 11 mars 1937, Messali Hadj annonça à Nanterre la création du Parti du peuple algérien. Sa devise était : « *ni assimilation, ni séparation, mais émancipation* ». Sur le fond, le programme était presque similaire à celui de l'ENA. Le 18 juin 1937, le siège du PPA est transféré à Alger rendant ce mouvement proche de la masse. La popularité de Messali grandit après une tournée populaire dans certaines villes. Élu conseiller général d'Alger en octobre 1937, il est emprisonné l'année suivante. À la veille de la 2^e guerre mondiale et précisément le 29 septembre 1939, le PPA est dissous par les Français et ses dirigeants arrêtés.

III - Le courant réformiste (1919-1939)

1 - Les conditions de la renaissance

Le mouvement des oulémas réformistes algériens, apparu après la première guerre mondiale, voulait « épurer l'islam local et le sortir de son isolement relatif pour le remettre dans le courant de ce qu'on pourrait appeler l'internationale panislamique. » Son apparition coïncidait avec l'activité menée par un autre mouvement réformiste, en l'occurrence le courant de Mohammed ben Alloua (1872-1934). Celui-ci est le représentant confrérique dont l'existence revient à des siècles en arrière. Le mouvement de Ben Badis s'inspirait de Mohammed Abdou, célèbre réformiste égyptien, et de Rachid Rédha et son journal al Manar. L'installation en Algérie de plusieurs savants algériens juste après la première guerre mondiale, après avoir acquis une formation en Orient, est un élément remarquable dans la naissance du courant réformiste.

2 - La doctrine culturelle et religieuse

-- Sur le plan culturel, les oulémas concentraient leurs efforts pour la relève de la culture arabo-musulmane et sa diffusion à travers la jeunesse algérienne. Chez eux, la langue arabe requérait une place de premier choix. «*Tout le modernisme et toute la culture de notre époque au moyen de la langue arabe* », disait El Ibrahimi. L'objectif c'est de former une génération attachée à ses valeurs identitaires et capable de résister à la civilisation occidentale et plus particulièrement à la francisation.

-- Sur le plan religieux, les oulémas s'accrochèrent avec les savants détenteurs d'une culture mystique. Dans ce sens, ils condamnaient « le culte des saints » considéré comme du *chirk*, s'élevaient contre les visites qui se faisaient sur les tombeaux des saints et les sacrifices qui se pratiquaient autour de ces lieux, allant jusqu'à préconiser leur destruction. « *Le maraboutisme, écrivit El-Ibrahimi, est le*

colonialisme dans son sens moderne le plus dénudé et l'esclavage dans toute son horreur. » Pour éloigner l'influence de l'autorité française sur l'islam, ils demandaient la séparation de la religion de l'Etat.

-- Sur d'autres plans, les oulémas encourageaient l'éducation des femmes surtout par le biais de l'enseignement et refusaient la naturalisation des musulmans.

3 -L'Association des oulémas musulmans algériens

Créée le 5 mai 1931 à Alger, l'Association des oulémas musulmans algériens est présidée par Ibn Badis (1889–1940). Officiellement, c'est une association à caractère moral et religieux. Ainsi, son but c'est « d'encourager au bien, détourner du mal, expliquer les vérités de la religion, prêcher l'union. » Ibn Badis résume dans un article de son journal Ach-Chihab paru en mai 1932 le programme des oulémas : « *Redresser et réformer le peuple arabe algérien du point de vue religieux, national, littéraire et scientifique* ». Quelques personnalités issues des zaouias (Amar Ismail et le cheikh Mouloud Hafiz) figurent parmi les fondateurs de cette association mais n'hésitèrent pas à la quitter, vu l'hostilité des réformistes. Ils allèrent créer l'Association des Oulémas sunnites algériens, le 15 septembre 1932. Celle-ci, après une langue polémique avec Ibn Badis et ses amis, est dissoute en 1934.

L'Association des oulémas déclarait dans ses statuts qu'elle n'exercerait pas d'activités à caractère politique. L'histoire retient le contraire. Ibn Badis et ses amis ont largement pris part au mouvement national algérien en prenant position sur diverses affaires politiques.

4 - Les moyens d'action :

Presse

Les oulémas réformistes ont créé plusieurs organes pour défendre leurs idées. Al-Mountakid est leur premier journal. Il est lancé en 1925 mais interdit à son dix-huitième numéro. La revue al-Chihab l'a remplacé la même année avec beaucoup de succès. L'organe officiel de l'Association qui est régulièrement publié est al-Bassaïr.

Ecoles

Les oulémas avaient leurs propres écoles libres. Généralement c'est un enseignement de 3ans où il est question de former les élèves en langue arabe, en islam, en histoire musulmane sans oublier les chants et poèmes patriotiques. Une fois l'élève a obtenu son certificat d'études primaires, il pourra continuer son enseignement en secondaire des medersas libres avant de rejoindre ensuite la Zitouna à Tunis et al-Azhar au Caire. D'après les sources administratives françaises, il y avait en 1936, 61 écoles réformistes dont 7 étaient des établissements de grande importance.

Cercles (nadi)

Le cercle culturel réformiste (nadi) est un lieu de rencontre de toutes les classes de la société (l'élite, les savants, les politiciens...) et où tout le monde discute de tous les sujets. D'après les statistiques administratives, il y avait en 1938, 45 cercles dans le Constantinois, 20 dans l'Algérois et une douzaine en Oranie.

IV - Le courant communiste (1919-1939)

1-Naissance du courant communiste

Le courant communiste en Algérie est né après la Première Guerre mondiale et la victoire des Bolchéviks en Russie. Les premiers militants représentent la tendance extrême de la fédération socialiste algérienne qui activait déjà avant 1914. Les communistes sont confrontés à un double problème: la composante et l'autonomie.

-Contrairement aux autres mouvements nationalistes, le courant communiste rassemble des militants français et musulmans. Si le PCF (parti communiste français) veille à faire partager la responsabilité entre les membres des deux races, il ne peut calmer les ardeurs des uns et des autres quand il s'agit de discuter du programme. Les ouvriers européens, influencés par leur propre milieu, récusent les propositions radicales comme la question de l'indépendance. Par exemple, la section communiste de Sidi Bel Abbes a créé un scandale, en 1922, en déclarant que «la libération de la population indigène d'Algérie ne peut être qu'une conséquence de la Révolution en France» ce qui veut dire que l'Algérie ne sera jamais indépendante en l'absence d'une prise du pouvoir en France par les Communistes.

-Le courant communiste en Algérie, de sa naissance à son adhésion au FLN en 1956, n'est pas libre. Il dépend du PCF qui lui dicte la conduite à tenir. C'est ce qui explique par exemple, le changement continu dans le programme des Communistes algériens.